

III. Situation familiale (facultatif)

IV. Autres remarques

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29801]

12 NOVEMBER 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de raad van beroep voor de administratieve personeelsleden van de vrije gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstscholen en Hogere Instituten voor architectuur

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstscholen en Hogere Instituten voor architectuur, inzonderheid op artikel 117;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 mei 2009 tot instelling van de raad van beroep voor de administratieve personeelsleden van de vrije gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstscholen en Hogere Architectuurinstituten;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 2014 tot benoeming van de leden van de raad van beroep voor de administratieve personeelsleden van de vrije gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstscholen en Hogere Architectuurinstituten;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 juli 2014 tot benoeming van de voorzitters van de Raad van beroep voor de administratieve personeelsleden van de vrije gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstscholen en Hogere Instituten voor architectuur;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het bijgevoegde huishoudelijk reglement van de Raad van beroep voor de administratieve personeelsleden van de vrije gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstscholen en Hogere Instituten voor architectuur, wordt goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 26 augustus 2014.

Art. 3. De Minister van Hoger Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 november 2014.

De Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2015/29008]

17 DECEMBRE 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 mars 2014 relatif au code des institutions publiques de protection de la jeunesse visé à l'article 19bis du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse et l'arrêté royal du 22 avril 2010 portant création à Saint-Hubert d'un centre fermé fédéral pour mineurs ayant commis un fait qualifié infraction

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, les articles 20 et 87, § 1^{er}, modifiés par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, l'article 16, remplacé par le décret du 29 novembre 2012, et l'article 19bis, inséré par le décret du 29 novembre 2012;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 2010 portant création à Saint-Hubert d'un centre fermé fédéral pour mineurs ayant commis un fait qualifié infraction;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 mars 2014 relatif au code des institutions publiques de protection de la jeunesse visé à l'article 19bis du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 novembre 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 décembre 2014;

Vu l'urgence motivée par l'abrogation de la loi du 1^{er} mars 2002 relative au placement provisoire des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction au 1^{er} janvier 2015, prévue dans un projet de décret que le Gouvernement a déposé au Parlement, afin de permettre aux trois sections dites « d'éducation » du centre fermé fédéral de Saint-Hubert de devenir une institution publique de protection de la jeunesse et de soumettre ainsi le personnel qui travaille dans ces sections et les mineurs qui y sont placés au même régime que celui qui s'applique dans les cinq institutions publiques de protection de la jeunesse existantes, dès la reprise de la gestion du centre par la Communauté française, et donc d'éviter de passer par un régime intermédiaire qui serait source de confusion; le présent projet d'arrêté contient les dispositions nécessaires à ce que les trois sections dites « d'éducation » du centre soient transformées en une institution publique de protection de la jeunesse au sens de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait et du décret de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse et doit donc entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2015, date à laquelle le régime actuellement applicable à ces sections, à savoir celui de la loi du 1^{er} mars 2002, sera abrogé;

Vu l'avis n° 56.861/2 du Conseil d'Etat, donné le 10 décembre 2014 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté royal du 3 février 2014 organisant le transfert de propriété de bâtiments de l'Etat et le transfert des baux à la Communauté française, les articles 1^{er} et 2;

Considérant que, suite à la sixième réforme de l'Etat, la Communauté française est désormais compétente en matière de mesures qui peuvent être prises à l'égard des mineurs ayant commis un « fait qualifié infraction », en ce compris les mesures de placement dans un centre fermé prévues par la loi du 1^{er} mars 2002 relative au placement provisoire des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction;

Considérant que la Communauté française hérite, à partir du 1^{er} janvier 2015, de la gestion du centre fermé de Saint-Hubert, situé en région de langue française, la propriété des infrastructures lui étant également transférée à partir de cette date;

Considérant que le Gouvernement de la Communauté française a décidé de faire des trois sections actuellement dites « d'éducation » du centre de Saint-Hubert, créé par l'arrêté royal du 22 avril 2010, une institution publique de protection de la jeunesse et de soumettre ainsi le personnel qui travaille dans ces sections et les mineurs qui y sont placés au même régime que celui qui s'applique dans les cinq institutions publiques de protection de la jeunesse existantes, dès la reprise de la gestion du centre;

Considérant qu'à cette fin, le Gouvernement a déposé au Parlement un projet de décret qui abroge la loi du 1^{er} mars 2002 au 1^{er} janvier 2015, et que, suite à cette abrogation, les mineurs ayant commis un fait qualifié infraction pourront donc être placés dans les sections « d'éducation » de Saint-Hubert, sur base de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait;

Considérant que le présent projet d'arrêté a donc pour objet :

- d'une part, de modifier l'arrêté de la Communauté française du 13 mars 2014 afin d'ajouter le centre de Saint-Hubert aux institutions publiques de protection de la jeunesse visées par cet arrêté;

- d'autre part, d'abroger les dispositions de l'arrêté royal du 22 avril 2010 qui concernent les sections « d'éducation » du centre de Saint-Hubert;

Considérant que les trois sections du centre de Saint-Hubert visées deviendront, à partir du 1^{er} janvier 2015, une institution publique de protection de la jeunesse en régime fermé, destinée à l'évaluation et l'orientation, disposant d'une capacité de trente places et trois places d'urgence, c'est-à-dire dix places et une place d'urgence par section, comme c'est le cas dans les autres I.P.P.J. en régime fermé, dans laquelle les mineurs peuvent être placés pour une période de trente jours, renouvelable une fois, sans que le placement du mineur dans cette institution soit subordonné au manque de place dans les autres I.P.P.J.;

Sur la proposition du Ministre de l'Aide à la jeunesse;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les articles 3, 4 et 5 de l'arrêté du 22 avril 2010 portant création à Saint-Hubert d'un centre fermé fédéral pour mineurs ayant commis un fait qualifié infraction sont abrogés.

Art. 2. A l'article 7 du même arrêté, les mots « ou de l'affectation des sections aux personnes visées par l'article 606 du Code d'instruction criminelle et aux mineurs placés dans ce centre en vertu de la loi du 1^{er} mars 2002 relative au placement provisoire de mineurs ayant commis un fait qualifié infraction, » sont abrogés.

Art. 3. L'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 mars 2014 relatif au code des institutions publiques de protection de la jeunesse visé à l'article 19bis du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse est remplacé par ce qui suit :

« Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 mars 2014 relatif à la mise en place des institutions publiques de protection de la jeunesse, déterminant les différents régimes au sein de ces institutions, établissant le code des institutions publiques de protection de la jeunesse et réglant certaines modalités de fonctionnement de ces institutions ».

Art. 4. Dans le même arrêté, les mots « TITRE I^{er}. — Définitions et champ d'application » sont remplacés par les mots « Livre 1^{er}. — Définitions et objet ».

Art. 5. Dans le même arrêté, il est inséré un article 1/1 rédigé comme suit :

« Le présent arrêté crée les institutions publiques de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé, de la Communauté française visées au titre II, chapitre II, section II du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, établit le code des institutions publiques visé à l'article 19bis, § 1^{er}, du même décret et règle certaines modalités de fonctionnement de ces institutions.

Les I.P.P.J. sont les suivantes :

- 1° l'institution publique de protection de la jeunesse de la Communauté française à Braine-le-Château;
- 2° l'institution publique de protection de la jeunesse de la Communauté française à Fraipont;
- 3° l'institution publique de protection de la jeunesse de la Communauté française à Jumet;
- 4° l'institution publique de protection de la jeunesse de la Communauté française à Saint-Servais;
- 5° l'institution publique de protection de la jeunesse de la Communauté française à Wauthier-Braine;
- 6° l'institution publique de protection de la jeunesse de la Communauté française à Saint-Hubert. ».

Art. 6. Dans le même arrêté, est insérée entre l'article 1/1 et l'article 2, une division intitulée comme suit :

« Livre 2. Le code des I.P.P.J. visé à l'article 19bis du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse ».

Art. 7. Dans le même arrêté, est insérée entre le Livre 2 et l'article 2 une division intitulée comme suit :

« Titre I^{er}. – Champ d'application »

Art. 8. A l'article 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le code des institutions publiques visé à l'article 19bis, § 1^{er}, du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse s'applique aux jeunes placés au sein des institutions visées à l'article 1/1, alinéa 2, par une juridiction de la jeunesse conformément à la loi du 8 avril 1965 »;

2° dans les paragraphes 2 et 3, le mot « présent » est chaque fois abrogé.

Art. 9. Dans l'article 11 du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le régime, la durée et les capacités de prise en charge de l'ensemble des I.P.P.J. sont fixés comme suit, les capacités indiquées entre parenthèses étant des places d'urgence :

	I.P.P.J. de						Total
	Braine-le-Château	Fraipont	Jumet	Saint-Servais	Wauthier-Braine	Saint-Hubert	
Actions pédagogiques							
Accueil régime ouvert - 15 jours		10		10	10		30
Orientation régime ouvert - 40 jours			10		10		20
Education régime ouvert - durée indéterminée		36	12	24	22		94
TOTAL Régime ouvert	0	46	22	34	42		144
Observation et évaluation régime fermé - 30 jours	10						10
Observation et orientation régime fermé - 3 mois		10					10
Individualisation régime fermé- 42 jours				4 (+ 1)			4 (+ 1)
Observation et développement émotionnel et relationnel - 3 mois					10		10
Education régime fermé - durée indéterminée	30 (+ 3)						30 (+ 3)
Evaluation et orientation régime fermé - 30 jours renouvelables une fois						30 (+ 3)	
TOTAL Régime fermé	40 (+ 3)	10	0	4 (+ 1)	10	30 (+ 3)	94 (+ 7)

Art. 10. A l'article 83 du même arrêté, les mots « un an après la date de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*. » sont remplacés par les mots « le 1^{er} janvier 2015. ».

Art. 11. Dans le même arrêté, les mots « TITRE XVI. — Dispositions finales et abrogatoires » sont remplacés par les mots « Livre 3. - Dispositions finales et abrogatoires ».

Art. 12. Dans le même arrêté, l'annexe est abrogée.

Art. 13. La capacité de l'I.P.P.J. de Saint-Hubert peut dépasser la capacité prévue par l'article 11 du même arrêté, tel que modifié par l'article 9 du présent arrêté, sans dépasser une capacité de trente-sept places, jusqu'à la date à laquelle toutes les mesures de placement prises avant le 1^{er} janvier 2015 sur base de la loi du 1^{er} mars 2002 relative au placement provisoire de mineurs ayant commis un fait qualifié infraction auront cessé de produire leurs effets.

Art. 14. Le jeune placé à l'I.P.P.J. de Saint-Hubert en application de l'article 6, alinéa 2 du décret du 18 décembre 2014 portant des dispositions diverses en matière d'enseignement obligatoire, d'enseignement supérieur et de protection de la jeunesse peut l'être pour une période de soixante jours, non renouvelable.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Bruxelles, le 17 décembre 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice et de la Promotion de Bruxelles,
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2015/29008]

17 DECEMBER 2014. — Besluit houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 maart 2014 betreffende de code voor de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming bedoeld bij artikel 19bis van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd en het koninklijk besluit van 22 april 2010 tot oprichting te Saint-Hubert van een gesloten federaal centrum voor minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, de artikelen 20 en 87, § 1, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, artikel 16, vervangen bij het decreet van 29 november 2012, en artikel 19bis, ingevoegd bij het decreet van 29 november 2012;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 april 2010 tot oprichting te Saint-Hubert van een gesloten federaal centrum voor minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 maart 2014 betreffende de code voor de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming bedoeld bij artikel 19bis van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 november 2014;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 2 december 2014;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid voortvloeiend uit de opheffing van de wet van 1 maart 2002 betreffende de voorlopige plaatsing van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd, op 1 januari 2015, bepaald in het ontwerpdecreet dat de Regering bij het Parlement heeft ingediend, om de drie "opvoedingsafdelingen" van het gesloten federale centrum Saint-Hubert toe te laten een overheidsinstelling te worden voor jeugdbescherming en aldus het personeel dat in deze afdelingen werkt en de jongeren die er geplaatst zijn aan hetzelfde stelsel te onderwerpen als hetgeen dat van toepassing is in de vijf overheidsinstellingen voor jeugdbescherming die reeds bestaan, zodra het overnemen geschiedt van het beheer van het centrum door de Franse Gemeenschap, en dus de invoering van een overgangsregeling te vermijden die tot verwarring zou kunnen leiden; dit ontwerpbesluit bevat de bepalingen die noodzakelijk zijn opdat de drie "opvoedingsafdelingen" van het centrum tot een overheidsinstelling voor jeugdbescherming omgevormd worden in de zin van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade en van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd en dus in werking moet treden op 1 januari 2015, datum waarop het stelsel dat thans van toepassing is op deze afdelingen, d.w.z. dat van de wet van 1 maart 2002, opgeheven zal worden;

Gelet op het advies nr. 56.861/2 van de Raad van State, gegeven op 10 december 2014 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 februari 2014 tot regeling van de eigendomsoverdracht van gebouwen van de Staat en de overdracht van huurcontracten naar de Franse Gemeenschap, de artikelen 1 en 2;

Overwegende dat, ten gevolge van de zesde hervorming van de Staat, de Franse Gemeenschap bevoegd is geworden inzake maatregelen die ten opzichte van minderjarigen die "een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd", genomen kunnen worden, met inbegrip van de maatregelen tot plaatsing in een gesloten centrum bepaald door de wet van 1 maart 2002 betreffende de voorlopige plaatsing van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd;

Overwegende dat vanaf 1 januari 2015 het beheer van het gesloten centrum Saint-Hubert aan de Franse Gemeenschap toevertrouwd wordt, centrum dat gelegen is op het Franse taalgebied, en dat de eigendom van de infrastructuren ze ook wordt overgedragen vanaf deze datum;

Overwegende dat de Regering van de Franse Gemeenschap besloten heeft van de drie huidige "opvoedingsafdelingen" van het centrum Saint-Hubert, opgericht bij het koninklijk besluit van 22 april 2010, een overheidsinstelling voor jeugdbescherming te maken en aldus het personeel dat in deze afdelingen werkt en de jongeren die er geplaatst zijn aan hetzelfde stelsel te onderwerpen als hetgeen dat van toepassing is in de vijf overheidsinstellingen voor jeugdbescherming die reeds bestaan, zodra het overnemen van het beheer van het centrum door de Franse Gemeenschap geschiedt;

Overwegende dat de Regering, daartoe, bij het Parlement een ontwerpdecreet heeft ingediend dat de wet van 1 maart 2002 op 1 januari 2015 opheft, en dat, tengevolge deze opheffing, de minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd, geplaatst zullen kunnen worden in de "opvoedingsafdelingen" van Saint-Hubert, op basis van de wet van 8 april 1995 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade;

Overwegende dat het ontwerpbesluit tot doel heeft:

- enerzijds, het besluit van de Franse Gemeenschap van 1^o maart 2014 te wijzigen om het centrum Saint-Hubert erin op te nemen als overheidsinstelling voor jeugdbescherming bedoeld bij dat besluit;

- anderzijds, de bepalingen van het koninklijk besluit van 22 april 2010 betreffende de "opvoedingsafdelingen" van het centrum Saint-Hubert, op te heffen;

Overwegende dat de bedoelde drie afdelingen van het centre Saint-Hubert vanaf 1 januari 2015 een overheidsinstelling voor jeugdbescherming met gesloten stelsel zullen worden, bestemd voor de evaluatie en de oriëntatie, met een capaciteit van dertig plaatsen en drie aanvullende plaatsen voor dringende opvang, d.w.z. tien plaatsen en één plaats voor dringende opvang per afdeling, zoals het ook het geval is in de andere overheidsinstellingen voor jeugdbescherming met gesloten stelsel, waarin minderjarigen geplaatst kunnen worden voor een periode van dertig dagen, die één keer hernieuwd kan worden, zonder dat de plaatsing van de minderjarige in deze instelling ondergeschikt zou worden aan het gebrek aan plaats in de andere overheidsinstellingen voor jeugdbescherming;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De artikelen 3, 4 en 5 van het besluit van 22 april 2010 tot oprichting te Saint-Hubert van een gesloten federaal centrum voor minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd, worden opgeheven.

Art. 2. In artikel 7 van hetzelfde besluit, worden de woorden “of in de toewijzing van de secties aan personen, bedoeld in artikel 606 van het Wetboek van strafvordering en aan minderjarigen die in het centrum geplaatst zijn op grond van de wet van 1 maart 2002 betreffende de voorlopige plaatsing van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd,” opgeheven.

Art. 3. Het opschrift van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 maart 2014 betreffende de code voor de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming bedoeld bij artikel 19bis van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende het instellen van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, tot bepaling van de verscheidene stelsels binnen deze instellingen, tot vaststelling van de code voor de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming en tot regeling van sommige nadere regels voor de werking van deze instellingen ».

Art. 4. In hetzelfde besluit, worden de woorden “TITEL I. — Definities en toepassingsgebied” vervangen door de woorden “Boek1. — Definities en doel”.

Art. 5. In hetzelfde besluit, wordt een artikel 1/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Dit besluit richt de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, met open en gesloten stelsels, van de Franse Gemeenschap op bedoeld bij titel II, hoofdstuk II, afdeling II van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, bepaalt de code voor de overheidsinstellingen bedoeld bij artikel 19bis, § 1, van hetzelfde decreet en regelt sommige nadere regels voor de werking van deze instellingen.

De overheidsinstellingen voor jeugdbescherming (Institutions publiques de protection de la jeunesse – I.P.P.J.) zijn de volgende :

- 1° institution publique de protection de la jeunesse de la Communauté française te Kasteelbrakel;
- 2° institution publique de protection de la jeunesse de la Communauté française te Fraipont;
- 3° institution publique de protection de la jeunesse de la Communauté française te Jumet;
- 4° institution publique de protection de la jeunesse de la Communauté française te Saint-Servais;
- 5° institution publique de protection de la jeunesse de la Communauté française te Woutersbrakel;
- 6° institution publique de protection de la jeunesse de la Communauté française te Saint-Hubert. »

Art. 6. In hetzelfde besluit wordt tussen artikel 1/1 en artikel 2 een afdeling ingevoegd, met het volgende opschrift :

« Boek 2. De code van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming bedoeld bij artikel 19bis van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd ».

Art. 7. In hetzelfde besluit wordt tussen Boek 2 en artikel 2 een afdeling ingevoegd, met het volgende opschrift:

« Titel I. — Toepassingsgebied »

Art. 8. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen door hetgeen volgt :

« § 1. De code voor de overheidsinstellingen bedoeld bij artikel 19bis, § 1, van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd is van toepassing op de jongeren geplaatst binnen de instellingen bedoeld bij artikel 1/1, tweede lid, door een jeugdgerecht overeenkomstig de wet van 8 april 1965 »;

2° in de paragrafen 2 en 3, worden de woorden “Deze Code” en “deze code” respectief vervangen door de woorden “De code” en “de code”.

Art. 9. In artikel 11 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen door hetgeen volgt :

« Het stelsel, de duur en de capaciteiten van de tenlasteneming van het geheel van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming worden als volgt bepaald, de capaciteiten vermeld tussen haakjes zijnde plaatsen voor dringende tenlasteneming :

	I.P.P.J. te						
	Kasteelbrakel	Fraipont	Jumet	Saint-Servais	Woutersbrakel	Saint-Hubert	TOTAAL
Pedagogische acties							
Opvang open stelsel - 15 dagen		10		10	10		30
Oriëntatie open stelsel - 40 dagen			10		10		20
Opvoeding open stelsel – onbepaalde duur		36	12	24	22		94
TOTAAL open stelsel	0	46	22	34	42		144
Observatie en evaluatie gesloten stelsel - 30 dagen	10						10
Observatie en oriëntatie gesloten stelsel - 3 maanden		10					10

Individualisatie gesloten stelsel - 42 dagen				4 (+ 1)			4 (+ 1)
Observatie en emotionele en relationele ontwikkeling - 3 maanden					10		10
Opvoeding gesloten stelsel – onbepaalde duur	30 (+ 3)						30 (+ 3)
Evaluatie en oriëntatie gesloten stelsel – 30 dagen één maal vernieuwbaar						30 (+ 3)	
TOTAAL Gesloten stelsel	40 (+ 3)	10	0	4 (+ 1)	10	30 (+ 3)	94 (+ 7)

Art. 10. In artikel 83 van hetzelfde besluit worden de woorden “één jaar na de datum van de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.” vervangen door de woorden “op 1 januari 2015.”.

Art. 11. In hetzelfde besluit worden de woorden “TITEL XVI. – Slot- en opheffingsbepalingen” vervangen door de woorden “Boek 3. — Slot- en opheffingsbepalingen”.

Art. 12. In hetzelfde besluit wordt de bijlage opgeheven.

Art. 13. De capaciteit van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming te Saint-Hubert kan de capaciteit overschrijden bedoeld bij artikel 11 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij artikel 9 van dit besluit, zonder een capaciteit van 37 plaatsen te overschrijden, tot de datum waarop alle plaatsingsmaatregelen getroffen vóór 1 januari 2015 op basis van de wet van 1 maart 2002 betreffende de voorlopige plaatsing van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd, hun uitwerking niet meer zullen hebben.

Art. 14. De jongere die in de overheidsinstelling te Saint-Hubert wordt geplaatst met toepassing van artikel 6, tweede lid van het decreet van 18 december 2014 houdende diverse bepalingen inzake leerplichtonderwijs, hoger onderwijs en jeugdbescherming, kan het zijn voor een niet-hernieuwbare periode van zestig dagen.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2015.

Brussel, 17 december 2014.

De Minister-president,
R. DEMOTTE

De Minister van Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuzen en de Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest,
R. MADRANE

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2015/29009]

17 DECEMBRE 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission consultative des organisations de jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse, l'article 43;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mai 2009 portant exécution de certaines dispositions du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mai 2009 déterminant les modalités d'application du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse;

Considérant la proposition de règlement d'ordre intérieur arrêtée par la Commission consultative des organisations de jeunesse, le 24 octobre 2014;

Sur la proposition de la Ministre de la Jeunesse;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le règlement d'ordre intérieur de la Commission consultative des organisations de jeunesse, ci-annexé, est approuvé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 3. La Ministre de la Jeunesse est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 décembre 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Jeunesse, des droits des femmes et de l'Égalité des Chances,
Mme I. Simonis